

Prométhée

numéro 95
juin 2013

journal communiste
militant pour la construction du parti pour le socialisme



Où va la Turquie ?

Questions posées par *Prométhée* à **Gülçin Erdi Lelandais**, chargée de recherche CNRS à l'Université de Tours. Elle a publié : *Altermondialistes en Turquie* à L'Harmattan (Paris, 2011) et *Quartiers de contestation... quartiers d'exclusion : politiques d'urbanisation et résistances populaires à Istanbul* dans la numéro 76 (2010) de *Cultures & Conflits*.

Comment se déroule ce moment magique où les exploités deviennent soudain ce que Marx appelait « une classe pour soi » ? Est-ce la même nature que Occupy Wall street etc. ou différent ?

On ne peut pas parler du mouvement des exploités pour la mobilisation autour de Gezi. La mobilisation réunit des couches de la société très diverses avec des sensibilités politiques différentes (kémalistes, nationalistes, écologistes, extrême-gauche ensemble). Le mouvement reste majoritairement jeune et étudiant, ceux qui n'ont pas encore accédé réellement au marché du travail. On ne peut pas parler d'une conscience de classe. La lutte de classe n'a jamais été la motivation. Dans les formes d'action, ce mouvement ressemble beaucoup aux mouvements des Indignés puisque les gens sont descendus dans la rue en raison de leur indignation contre la violence policière et la destruction des arbres. En revanche, leur cible n'est pas la pauvreté, le chômage ou la spéculation boursière. Leur action s'inscrit dans un refus du système néolibéral qui est mis en pratique par le gouvernement d'une manière autoritaire. Ils s'opposent également aux actions de plus en plus conservatrices du gouvernement qui interviennent de plus en plus dans la vie privée et même sexuelle de ses citoyens (avortement, maquillages, appel aux comportements corrects des couples dans l'espace public, alcool, demande aux familles d'avoir trois enfants, restrictions sur les pilules, etc.)

La Turquie redevient-elle « le maillon faible de l'impérialisme » ? L'endroit d'où peut partir la révolution prolétarienne, ce que certains courants en Turquie pensaient avant l'époque du coup d'Etat et même encore en 1981 (cf. la tendance de gauche *İşçinin Sesi* du TKP). Je ne pense pas pour l'instant. Le fait que ce soit une

mobilisation sans organisation empêche pour l'instant qu'elle débouche sur des demandes politiques bien formulées visant l'accès au pouvoir politique. De plus, l'impérialisme quand il vient de la Turquie elle-même envers les autres ne choque pas autant la plupart des gens en Turquie. Ils le considèrent comme la signe de la puissance de la Turquie (je ne parle pas là des manifestants de Gezi). En revanche, cette mobilisation est très importante dans la mesure où elle a permis la discussion sans censure dans l'espace public des dérives autoritaires et liberticides des politiques urbaines néolibérales dans sa globalité.

Quelle place la gauche (l'extrême-gauche) joue-t-elle dans le mouvement ? Les différents groupes parviennent-ils à surmonter division et sectarisme ? Sont-ils "dépassés" par le mouvement de masse etc. ?

Au départ, ce mouvement a été lancé par des activistes à sensibilité d'extrême-gauche. Ceci est incontestable. Mais le fait qu'ils ne trouvent pas un écho sur des couches populaires élargies est un véritable problème. Les préjugés sur l'extrême-gauche existent toujours en Turquie et les méfiances parmi ces groupes ne facilitent pas la tâche. Ils sont encore qualifiés de "marginal", le gouvernement n'hésite pas à utiliser le terme "illégal" alors que nombreux groupes d'extrême-gauche ont un statut juridique légal.

A l'heure actuelle ils sont un peu dépassés par le mouvement de masse. La position réticente du mouvement kurde et de son parti ne facilite pas non plus à faire passer le message (*). Une autre faiblesse est également la position des syndicats qui n'est pas suffisamment puissante. Ils n'ont pas encore su se joindre en masse à ce mouvement, malgré l'appel à plusieurs journées de grève générale. C'est une erreur fatale dans la mesure où l'unification des jeunes et des ouvriers pourrait avoir un impact davantage important sur le gouvernement et sur l'avenir de la Turquie.

(* **Note de GEL.** : Quand je parle de la réticence du mouvement kurde, je parle de leur position dans cette résistance Gezi en raison de leur processus de négociation de paix avec le gouvernement.

Classe pour soi !

A l'heure où certains pays méditerranéens (Bulgarie, Egypte, Espagne, Grèce, Italie, Portugal, Tunisie, Turquie, Slovaquie) vivent des mouvements politiques de contestations de l'ordre néo-libéral avec ses conséquences sociales (austérité générali-

sée) et politiques (négaration de la démocratie) nous proposons à la réflexion de nos lecteurs un extrait de **Crise de la liquidité internationale et lutte des classes** rédigé par Loren Goldner, disponible en français dans le recueil édité par le camarade

Yves Coleman. Ce texte peut, également, être appréhendé comme un élément de réflexion sur le programme à défendre aujourd'hui dans le cadre de la tentative de construire un parti de classe ou d'un parti qui puisse être utile à la classe.

La Rédaction

(...) ce qui se passe dans l'« *économie* » est étroitement lié à l'action ou à l'inaction de la classe ouvrière pendant la crise. Je doute que quiconque puisse nier que le fait que la classe ouvrière américaine ait accepté avec une certaine indolence une chute de 20% de son niveau de vie, une augmentation de 10 à 20% de sa semaine de travail et beaucoup d'autres attaques sur le salaire social total depuis 1973, a été un élément essentiel de la « *restauration de la profitabilité* » du capital, dans le boom de la bourse, et dans l'importante redistribution de la richesse vers le haut depuis maintenant trente ans. Cependant, bien que la classe ouvrière des Etats-Unis représente un cas extrême parmi celles des pays « *développés* », on doit bien reconnaître qu'aucune classe ouvrière n'a eu beaucoup plus de succès dans sa lutte contre l'austérité. Jusqu'à ce jour, la plupart des actions ont été défensives : à travers celles-ci, les travailleurs ont essayé de maintenir le capital dans les règles en vigueur à l'époque du boom économique de l'après-guerre, au lieu de poser la classe ouvrière en tant que base d'un type d'ordre entièrement différent. Les grèves de décembre 1995 en France, les luttes des deux dernières années en Corée sont, à mon avis, des cas exemplaires de ces luttes défensives. En tant que telles, elles ne peuvent réaliser grand chose sur le long terme, sinon forcer les capitalistes à se regrouper pour une nouvelle attaque. Pour devenir une « *classe pour soi* », plutôt qu'une « *classe en soi* » (une classe pour le capital), la classe ouvrière doit montrer la voie d'une autre société, qu'elle doit tout d'abord incarner dans son propre mouvement, ce qui implique la formulation d'un programme de transition pour sortir du capitalisme. Cette transition ne sera pas instantanée, mais pourra, fort heureusement, être brève. Il est bien sûr impossible de prévoir les mille manières contingentes par lesquelles cela va se produire, mais quelles que soient ces contingences, il faut d'ors et déjà se confronter à certains problèmes. Il ne nous incombe évidemment pas de faire tourner le capitalisme mieux que les capitalistes. Notre tâche est d'abolir le capitalisme, ce qui signifie en premier lieu abolir le travail salarié. En entamant ce débat sur la liquidité internationale, j'espère faire porter tous nos efforts sur une appréciation plus précise de la conjoncture, tout en essayant de comprendre plus concrètement, d'un point de vue stratégique, comment la classe ouvrière peut devenir la classe dirigeante. Ce qui suppose, entre autres, un programme.

Il y a trente ans, le programme de la classe ouvrière semblait clair. Il fallait lutter contre la « *bureaucratie* », dans ses variantes démocrates libérales keynésiennes, social-démocrates, staliniennes ou tiers-mondistes. La classe ouvrière allait s'emparer des moyens de production, imposer la démocratie des soviets, et la « *libre-association des producteurs* » allait remplacer le marché et l'Etat dans la régulation de la production et de la reproduction. Les avant-gardes (pour l'essentiel, des variantes du trotskysme ou des courants qui en sont issus) et l'ultra-gauche (qui trouve son origine dans des variantes du conseillisme) pouvaient certes s'opposer sur le rôle dévolu au « *parti* » dans la « *prise du pouvoir par les soviets* » (sans parler des différences d'interprétation quant au rôle joué par celui-ci dans la décomposition des anciens soviets), mais ils étaient quasiment tous d'accord sur le « *but* » : la gestion directe des

moyens de production et de reproduction par les producteurs, ce qu'on pourrait peut-être résumer par la formule « *nationalisation sous contrôle ouvrier* ». Dans l'atmosphère lyrique de 1968, des puristes de l'orthodoxie pouvaient rajouter, par dessus le marché, l'« *abolition du travail salarié* » et de la production marchande (qui aurait prétendu être pour le travail salarié ?). Mais c'était donner à ces questions un caractère central pour le moins discuté dans la compréhension de ce qu'est le communisme. Pour renverser la bureaucratie, la solution c'était la « *démocratie* », les soviets plus précisément. Cette « *utopie syndicaliste* », dans ce qu'elle a eu de pire, n'a guère dépassé le projet d'une classe ouvrière gérant démocratiquement cette même société que les capitalistes géraient bureaucratiquement.

La question de la « *liquidité internationale* » et les sujets qui s'y rattachent devinrent d'un intérêt croissant après 1968 à une époque où les vieilles « *forteresses ouvrières* » (Détroit, Manchester, Renault-Billancourt, Alsace, Ruhr, Turin-FIAT, lieux de tant de soulèvements ouvriers pendant les années 60) subissaient les assauts simultanés de la robotisation, de la restructuration en petites unités high-tech, de l'externalisation et de la délocalisation de la production de masse dans les zones à bas salaires du tiers-monde, qui allaient anéantir le noyau historique des moyens de production dont les travailleurs américains et européens étaient supposés s'emparer pour les placer sous le contrôle des soviets. De nos jours, particulièrement dans le monde « *développé* », il y a tant de travailleurs qui accomplissent un travail improductif dans les sphères du « *capital fictif* » (les banques, les assurances, la bureaucratie d'Etat et des sociétés privées, la publicité), et une si grosse part de la production qui se situe dans des secteurs de destruction sociale (production d'armement, renforcement de la loi; construction de bureaux, prisons) qu'un grand nombre « *d'emplois* » devraient tout simplement être abolis, et non placés sous contrôle ouvrier. Trop de prolétaires ont déjà été expulsés de l'ancien processus de production, ou n'y accéderont jamais. L'attaque contre le salaire global a produit à l'échelle mondiale un mouvement jusqu'au-boutiste de rationalisation que les travailleurs se sont révélés, jusqu'à ce jour, pratiquement impuissants à combattre. Marx dit dans le volume III du Capital que : « *le mode de production capitaliste ne trouve pas sa limite dans la production, ou alors une limite très élastique* ». Aujourd'hui moins que jamais, le problème de la lutte des classes ne peut se limiter à la question de la production. C'est bien plutôt en se posant du point de vue du « *capital social total* » (comme le montre le volume III du Capital), de la reproduction et de la valorisation du capital dans son ensemble, que l'on s'aperçoit de l'extrême vulnérabilité du système et que l'on peut espérer voir naître une « *imagination programmatique* » allant au-delà de la nationalisation sous contrôle ouvrier.

Cette orientation qui caractérise le volume III du Capital mène directement, entre autres, à la question de la liquidité internationale car c'est précisément là que l'argent « *atteint son concept* » et que le capital est reproduit et valorisé.

Pour conclure, évoquons un cas concret : celui des grèves massives de janvier 1997 en Corée du Sud, et de l'effondrement de l'économie coréenne qui s'ensuivit. Toutes ces luttes avaient pour mot d'ordre : « *savez nos emplois* ». Ce cri de guerre qui nous est familier, nous l'avons entendu ces vingt dernières années dans le monde entier, dans les luttes petites ou grandes, et plus récemment dans les grèves défaites des dockers de Liverpool, dans le soulèvement, finalement enlisé, des

dockers australiens, dans les milliers de combats (perdus pour la plupart) menés contre les fermetures d'usines, le dégraisage, l'externalisation, les délocalisations. En octobre 1997, la Chine a annoncé cent millions de licenciements pour 2002.

Imaginez maintenant que dans un pays comme la Corée ou dans n'importe quel autre pays industriel important, des travailleurs dépassent l'alternative « *occupation d'usine* » - « *grève générale* » et s'imposent comme l'unique pouvoir en proclamant : « *Au diable tous ces boulots, beaucoup d'entre eux sont inutiles socialement et certains sont carrément nuisibles. Nous répudions les dettes étrangères de la Corée et appelons les travailleurs des autres pays à faire de même. Nous répudions l'étalon dollar international et invitons les travailleurs du monde en entier à se joindre à nous pour l'abolir. Nous le remplacerons par un "Bretton Woods" de la classe ouvrière mondiale qui devra établir un programme global de transition pour sortir aussi rapidement que possible du capitalisme. Le monde a aujourd'hui une capacité productive qui lui permet d'abolir partout le travail salarié, et d'abolir ainsi la loi de la valeur capitaliste comme régulateur de la production et de la reproduction. Cela ne peut s'accomplir qu'à l'échelle mondiale, et non à l'échelle d'un seul pays ou d'un petit groupe de pays. Nous appelons à abolir tous les emplois socialement inutiles ou nuisibles (qui n'existent que pour reproduire le capital) et à libérer cette force de travail afin de l'affecter à un travail socialement utile. Ainsi, l'amélioration ultérieure de la productivité du travail que nous estimons socialement nécessaire pourra-t-elle libérer l'humanité du besoin de la "relation de valeur" dans la régulation des échanges. Nous proposons*

de reconstruire le monde de fond en comble pour que le but de la vie sociale soit désormais l'activité créatrice et non l'accumulation du capital ».

Et pour paraphraser ce que qu'une certaine personne proclamait il y a 150 ans, « *laissez leur inscrire sur leur bande-roule non pas "sauvez nos emplois" mais plutôt : abolissons nos emplois, et le système de travail salarié avec* ».

Même si ce scénario peut sembler bien utopique, ce sont les nécessités d'aujourd'hui qui l'imposent à la classe ouvrière, si elle veut dépasser la position de la « *classe en soi* » qui demande aux capitalistes de « *respecter les vieilles règles* », et devenir une « *classe pour soi* » en se posant comme la nouvelle classe dirigeante d'un nouveau type de société. Si cela devait aujourd'hui se produire dans un pays, ce serait selon toute vraisemblance la **Commune de Paris** de notre temps. Elle serait peut-être défaite de manière sanglante, mais comme la Commune de Paris, elle enverrait une onde de choc à travers l'histoire, et ferait disparaître la croyance idéologique quasi-omniprésente aujourd'hui selon laquelle « *il n'y a pas d'alternative au capitalisme démocratique libéral et au marché* », tout comme la crise de liquidité a fait disparaître cette année le triomphalisme néo-libéral. Si la classe ouvrière mondiale n'arrive pas à éliminer la bulle d'air chaud fictif en circulation, elle devra payer le lourd tribut de sa mise en faillite sous la botte du capital.

Traduit de l'anglais par Vincent Guillet et François Lonchamp
Pour aller plus loin : <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1375>

La Morale laïque Version Peillon-Cahuzac

DIGNITE: Tu resteras droit dans tes bottes !

LIBERTE: Tu planqueras ton fric dans les paradis fiscaux !

EGALITE: Tu pratiqueras la concurrence libre et non faussée !

SOLIDARITE: Tu imposeras l'austérité aux masses laborieuses !

LAICITE : Tu célébreras la séparation de l'Etat et du Capital !

ESPRIT DE JUSTICE : Tu veilleras à ce que l'impôt sur le Capital soit raisonnable !

RESPECT: Tu t'interdiras de médire sur tes frères de classe !

ABSCENCE DE DISCRIMINATION : Tu ne demanderas pas la nationalité des maîtres de la finance !

Emile Fabrol

Note : Il s'agit de huit axes de la « morale laïque » retenus par le ministre de l'Education que tous les élèves de France devront ingurgiter pour devenir de bons citoyens de la République du Capital., Étant une exclusivité des exploités et des partageux, la **FRATERNITE** ne fait logiquement pas partie de la liste.

Les militants et les militantes communistes qui rédigent ce journal contribuent à :

Démontrer que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire.

Reforger une conscience politique du prolétariat sévèrement mise à mal par l'expérience des États dits « socialistes » et par le triste bilan des gouvernements de « gauche ».

Affirmer et **défendre**, en toutes circonstances, l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie.

Promouvoir la nécessaire libération du capitalisme en réaffirmant que « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ».

Faire émerger l'indispensable unité internationale du prolétariat pour en finir avec la mondialisation et ses guerres impérialistes.

Militer pour l'organisation du prolétariat « *en classe et donc en parti politique* ».



Site Internet : <http://www.promethee-1871.com>

Prenez contact avec nous : club.promethee@gmail.com

Date de bouclage : 17 juin 2013 - Directeur de la publication : Emile Fabrol - ISSN : 1142-2254